

**Initiatives citoyennes urbaines, changements politiques et changements climatiques : Le cas de Montréal**

14e Colloque de la Relève VRM

Nadeau, Alexandra

Candidate à la maîtrise

Études Urbaines, Centre Urbanisation, Culture et Société

INRS

Alexander Aylett, Claire Poitras et Geneviève Cloutier

[alexandra.nadeau@ucs.inrs.ca](mailto:alexandra.nadeau@ucs.inrs.ca)

## PROBLÉMATIQUE

Les villes ont un rôle majeur à jouer dans l'enjeu des changements climatiques. Étant responsables d'une part significative des émissions de gaz à effet de serre, elles doivent agir pour réduire leur impact sur le climat, ce qui pose un défi important quant à la gouvernance urbaine des changements climatiques (Bulkeley et Castan Broto, 2012; Hoffman, 2011). Un pan de la littérature sur le sujet s'est intéressé à la gouvernance climatique de réseaux trans-nationaux entre les villes, puis un autre à la gouvernance multi-niveaux, afin de comprendre les dynamiques, les possibilités et les limites des interactions et alliances entre les villes de divers pays, puis en relation aux paliers politiques supérieurs dans la thématique d'action face à l'enjeu climatique. Une littérature émergente s'intéresse davantage aux multiples acteurs impliqués dans la gouvernance au sein même des villes (Aylett, 2013). Plus spécifiquement, le potentiel des acteurs citoyens et de la société civile sont perçus comme ayant la possibilité de mettre en place des solutions innovantes, rapides et répondant aux besoins de la communauté locale. (Middlemiss et Parrish, 2010; Seyfang et Haxeltine, 2012). Des initiatives citoyennes concrètes sont ainsi mises de l'avant et peuvent être considérées comme des expérimentations urbaines révélant de nouveaux acteurs et manières innovantes de gérer la question climatique (Bulkeley, et Al, 2015). C'est dans l'optique de contribuer à cette littérature émergente des expérimentations que s'inscrit cette recherche, afin d'investiguer plus en profondeur le rôle des initiatives citoyennes urbaines dans la question climatique. Puisque chaque contexte urbain possède ses propres paramètres qui donnent lieu à des phénomènes divers, cette recherche s'intéresse au cas non-étudié jusqu'à présent de la Ville de Montréal, et plus spécifiquement de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie.

## QUESTION ET HYPOTHÈSES DE RECHERCHE

De manière générale, cette recherche tente de comprendre quel est le rôle des initiatives citoyennes urbaines pour réduire l'impact des villes sur les changements climatiques. À l'intersection des concepts de la gouvernance climatique urbaine, de l'appropriation citoyenne de l'espace, des réseaux d'acteurs et des mouvements sociaux citoyens urbain, plusieurs hypothèses sont avancées afin d'explorer diverses pistes pour répondre à cette question, soit que: 1- Ces initiatives, par leurs actions réalisées, génèrent des impacts visibles qui contribuent à matérialiser le champ des possibles pour réduire l'impact collectif sur le climat. 2- Elles agissent comme un levier de mobilisation citoyenne pour une prise d'action directe les milieux de vie. 3- Elles contribuent à la redéfinition de la gouvernance urbaine en engendrant des partenariats avec divers types d'acteur.

## MÉTHODOLOGIE

Cette recherche réalise une étude de cas de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie, où plusieurs initiatives citoyennes présentant un potentiel d'impact positif sur le climat y émergent depuis les dernières années. Au total, quatre entretiens semi-dirigés en profondeur entre 70 et 95 minutes et un entretien court ont été réalisés avec des initiateurs de différents projets, ainsi qu'un entretien semi-dirigé en profondeur avec le maire de l'arrondissement. Certaines personnes interviewées étaient à l'origine de plusieurs projets, ce qui porte le nombre de projets analysés à huit.

## ANALYSE ET RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

Cette recherche s'articule en deux temps. En premier temps, une identification des diverses initiatives citoyennes urbaines est faite afin de dresser un portrait du cas de l'arrondissement de Rosemont-La Petite-Patrie. L'analyse du contexte d'émergence, de maintien et de persistance (Bulkeley et Al., 2015) de ces expérimentations permet de mieux comprendre leur structure et leurs dynamiques afin de pouvoir en dresser un portrait des limites et facteurs de réussite dans un contexte montréalais.

En second temps, dans le but d'explorer le rôle que ces initiatives citoyennes en tant qu'expérimentations peuvent occuper dans la gouvernance urbaine des changements climatiques, cette recherche tente de comprendre quel rôle elles peuvent jouer sur les changements climatiques, sur la mobilisation citoyenne et sur la manière de gouverner.

### *Survol des cas retenus*

Huit initiatives citoyennes ont été analysées dans le cadre de cette recherche: Solon, le Parc Ken Saro Wiwa, le Parc des Gorilles, l'Espace X, le Parc sans nom, le Fridge, Les jardins Cra-Terre et la pépinière anarchiste. Afin de sélectionner les cas, chaque initiative devait correspondre à ces critères: être initiée par et pour des citoyens, qu'elle ait une visée environnementale et qu'elle se réalise de manière concrète dans l'espace urbain. Ces cas sont différentes sur plusieurs aspects, notamment dans leurs champs d'intervention (création de réseaux de chaleurs de géothermie dans les ruelles, aménagement de parc et de jardins et verdissement d'espaces sous-utilisés, etc), dans leur manière de s'organiser dans leur structure interne (anarchiste, bénévole, collective ou structurée) ou dans le type de partenariats qu'elles engendrent (plus formels, avec la ville ou des institutions publiques ou propriétaires privés, ou plus informel par l'occupation d'un espace sans autorisation préalable). Ces cas ont été retenus car ils démontrent des manières très différentes de mener des initiatives citoyennes ce qui influence leur potentiel sur l'impact carbone des villes et sur la manière de gouverner la question climatique.

### *L'effet sur les changements climatiques*

Par rapport à la question climatique, les initiatives citoyennes étudiées disent d'elles-mêmes qu'elles ont davantage le rôle de manifester concrètement des aménagements et des utilisations alternatives plus écologiques dans l'espace urbain. Elles relèvent donc d'un potentiel de démonstration visible et concrète de façons différentes et possibles de faire les choses dans le but de réduire l'impact environnemental des villes. Tel que démontré dans la première section d'analyse, les sphères d'interventions de ces initiatives sont multiples, et elles présentent un potentiel pour avoir un impact positif sur le bilan carbone des villes. Toutefois, bien que l'évaluation quantitative de leur

impact n'ait pas été faite dans le cadre de cette recherche, il est possible de dire que leur effet concret sur le climat est très négligeable, en raison de leur d'action très concentré sur une petite échelle. Elles s'inscrivent tout de même dans une contribution pour une diversité d'action et démontrent un certain idéal et champ des possibles pour réduire l'impact climatique de l'arrondissement, et participent à la transition vers des modes de vie plus durables (Bulkeley et Al., 2015).

### *Un maillage citoyen*

Les initiatives étudiées démontrent le potentiel de mobiliser les citoyens à participer de manière active à des projets concrets en lien avec l'environnement. Chacun des cas étudiés démontre un intérêt citoyen face à ce genre d'initiative par la participation continue ou momentanée de dizaines d'individus à différentes phases des projets. Si d'abord l'émergence et la mise en place de ces projets relevait d'un petit groupe noyau de citoyens engagés, le succès et le maintien de ces initiatives relève de la participation de plusieurs citoyens du quartier ou intéressés par les projets afin d'assurer leur continuité. Les mobilisations dans le cas du parc des Gorilles et du parc Ken Saro Wiwa démontrent aussi une implication citoyenne lors de période de persistance de ces initiatives et témoigne ainsi d'un attachement citoyen à ces projets et une envie de conserver ces lieux. Ces espaces créés par et pour des citoyens offrent ainsi des lieux de rencontre pour une communauté partageant les mêmes intérêts. Ils deviennent des lieux d'éducation pour des manières alternatives de concevoir et d'utiliser la ville, et souvent le symbole d'une appropriation citoyenne d'espaces sous-utilisés pour en faire des milieux de vie plus agréables et «verts». Un écosystème citoyen alternatif semble ainsi émerger par la connexion et la collaboration entre divers projets, où se dégage un potentiel d'influence pour inspirer d'autres citoyens à également prendre action dans leur milieu. Un participant souligne cet effet sur les citoyens: « Quand les gens comprennent c'est quoi, quand le projet est parti, les gens sont prêts à mettre vraiment beaucoup de temps, et de l'énergie et faire des super belles choses [...] Plus tu commences à créer ce lieux là, il y a un effet boule de neige que les gens sont comme «Ah ouais, ça vaut la peine, et moi aussi je suis capable de contribuer à ça!».

Toutefois, bien que ces projets visent à être inclusifs et à démocratiser une participation citoyenne, les mêmes profils d'individus s'y retrouvent souvent représentés créant ainsi une population assez homogène de citoyens mobilisés. Ceci constitue ainsi un enjeu pour sortir des cercles des «convaincus» et espérer amplifier l'impact de ces projets sur une plus grande échelle de population.

### *Vers une gouvernance de partenariats*

Ce type d'initiatives dirige l'attention sur l'acteur citoyen dans la question de la gouvernance urbaine des changements climatiques. En effet, l'analyse des entretiens permet de dire que par l'intervention directe des citoyens dans leur milieu, cet acteur se voit conférer de nouveaux pouvoirs et possibilités d'action, et qu'une logique de partenariat entre citoyens et institutions/acteurs politiques se forme dans l'arrondissement. La nature de ce partenariat confère des avantages aux deux partis: diminution des coûts pour la ville, autorisation légale d'agir pour les citoyens, possibilité de financement des projets, expansion dans l'espace des projets, etc. Il ressort également des entretiens que le fait que ces initiatives s'inscrivent sous l'étiquette du développement durable, elles aient tendance à être plus acceptées et encouragées au sein des institutions formelles, car celles-ci obtiendraient une forme de reconnaissance institutionnelle en s'associant avec des initiatives «vertes». Il est intéressant de souligner que ce momentum politique envers le développement durable est bénéfique pour des projets citoyens qui n'ont pas nécessairement cet objectif comme but premier. En effet, les entretiens réalisés démontrent que l'objectif premier de ces projets serait d'abord de créer des milieux de vie intéressants par l'appropriation collective d'espaces urbains, et que l'aspect environnemental serait un levier pour y parvenir.

Toutefois, certains projets plus informels ne tiennent pas à créer ce type de partenariats car ils conçoivent le fait de passer par la bureaucratie urbaine comme étant un processus long et complexe qui dénature souvent l'aspect radical de certains projets. En résultent des partenariats avec des acteurs privés ou des occupations informelles de terrain, rendant possible la mise en action rapide de certaines initiatives, mais n'assurant pas nécessairement leur pérennité dans le temps et l'espace.

## CONCLUSION

Tel que mentionné au départ, le but de cette recherche n'est pas d'établir de manière concrète les retombées des initiatives citoyennes urbaines sur le climat et sur les manières de gouverner, mais d'explorer les potentiels que celles-ci peuvent avoir en les considérant comme des expérimentations. Le mémoire qui en découle entre ainsi en profondeur dans l'identité des initiatives étudiées afin de comprendre leur rôle d'influence sur les changements climatiques et sur les citoyens en tant qu'acteurs dans une gouvernance en mouvance dans le but d'offrir de nouveaux éclairages dans la thématique large du rôle des villes envers les changements climatiques.

## Bibliographie

- Anguelovski, I. and J. Carmin. (2011). «Something borrowed, everything new : Innovation and institutionalization in urban climate governance», *Current Opinion in Environmental Sustainability*. 3: 169-175
- Aylett, A. 2013. «Networked urban climate governance: Neighborhood-scale residential solar energy systems and the example of Solarize Portland». *Environment and Planning C: Government and Policy*. 31(5): 858-875
- Bulkeley, H., V. Castan Broto et G. Edwards. 2015. *An Urban Politics of Climate Change. Experimentation and the governing of socio-technical transitions*, London, Routledge.
- Bulkeley, H. et V. Castan Broto. 2012. «Government by experiment? Global cities and the governing of climate change». *Transactions of the Institute of British Geographers*. 38 (3): 361-375
- Hoffman, M J. 2011. «Climate governance at the crossroads: experimenting with a global response» Oxford University Press, New York
- Middlemiss, L. et B. Parrish. 2010. «Building capacity for low-carbon communities: The role of grassroots initiatives». *Energy Policy*. 38 (12): 7559-7566

Seyfang, G. et A. Haxeltine. 2012. «Growing grassroots innovations: Exploring the role of community-based initiatives in governing sustainable energy transitions». *Environment and Planning C: Government and Policy*. 30 : 381-400